

et germanophone et de l'Orde van Vlaamse balies visés à l'article 491, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire auront été publiés au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 juillet 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Chambres des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 50-892/1. — Amendements, n°s 50-892/2 à 9. — Rapport fait par M. J. Vandeurzen et Mme A. Barzin, n° 50-892/10. — Texte adopté par la commission, n° 50-892/11. — Amendements, n°s 50-892/12 et 13. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 50-892/14.

Annales parlementaires. — 10 et 11 janvier 2001.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 2-619/1. — Amendements, n°s 2-619/2 et 3. — Rapport fait par Mme C. Nyssens, n° 2-619/4. — Texte amendé par la commission, n° 2-619/5. — Amendements, n° 2-619/6. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 2-619/7.

Annales parlementaires. — 26 avril 2001.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat, n° 50-892/15. — Amendements, n°s 50-892/16 et 17. — Rapport fait par M. J. Vandeurzen et Mme A. Barzin, n° 50-892/19. — Texte adopté par la commission, n° 50-892/20. — Amendements, n° 50-892/21. — Texte adopté en séance plénière et renvoyé au Sénat, n° 50-892/22.

Annales parlementaires. — 10 mai 2001.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet réamendé par la Chambre des représentants, n° 2-619/5. — Amendements, n° 2-619/9. — Rapport fait par Mme C. Nyssens, n° 2-619/10. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 2-619/11.

Annales parlementaires. — Session 21 juin 2001.

van Vlaamse balies en de *Orde des barreaux francophones et germanophone* », zoals bedoeld in artikel 491, eerste lid, van het *Gerechtelijk Wetboek*, in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 juli 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel, nr. 50-892/1. — Amendementen, nrs. 50-892/2 tot 9. — Verslag door de heer J. Vandeurzen en Mevr. A. Barzin, nr. 50-892/10. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-892/11. — Amendementen, nrs. 50-892/12 en 13. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 50-892/14.

Parlementaire handelingen. — 10 en 11 januari 2001.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-619/1. — Amendementen, nrs. 2-619/2 en 3. — Verslag door mevrouw C. Nyssens, nr. 2-619/4. — Tekst geamendeerd door de commissie, nr. 2-619/5. — Amendementen, nr. 2-619/6. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-619/7.

Parlementaire handelingen. — 26 april 2001.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 50-892/15. — Amendementen, nrs. 50-892/16 en 17. — Verslag door de heer J. Vandeurzen en Mevr. A. Barzin, nr. 50-892/19. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-892/20. — Amendementen, nr. 50-892/21. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en teruggezonden naar de Senaat, nr. 50-892/22.

Parlementaire handelingen. — 10 mei 2001.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-619/8. — Amendementen, nr. 2-619/9. — Verslag door mevrouw C. Nyssens, nr. 2-619/10. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 2-619/11.

Parlementaire handelingen. — 21 juni 2001.

F. 2001 — 1926

[C — 2001/09588]

10 JUILLET 2001. — Arrêté royal déterminant les conditions de la gratuité du bénéfice de l'aide juridique de première ligne et de la gratuité partielle ou totale du bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 23 de la Constitution;

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 508/5, § 2, alinéa 2, et 508/13, alinéa 2, y insérés par la loi du 23 novembre 1998 relative à l'aide juridique, l'article 667 et l'article 676, modifié par la même loi;

Vu l'article 9 de ladite loi du 23 novembre 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 février 2001;

N. 2001 — 1926

[C — 2001/09588]

10 JULI 2001. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden van de kosteloosheid van de juridische eerstelijnsbijstand en van de gedeeltelijke of volledige kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 23 van de Grondwet;

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 508/5, § 2, tweede lid, en 508/13, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 23 november 1998 betreffende de juridische bijstand, op artikel 667 en artikel 676, gewijzigd bij dezelfde wet;

Gelet op artikel 9 van voornoemde wet van 23 november 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 februari 2001;

Vu l'urgence motivée par les circonstances suivantes :

Considérant que l'accès au droit et à la justice est un droit fondamental et inconditionnel, impératif dans toute société démocratique;

Considérant que l'article 23 de la Constitution garantit le droit à l'aide juridique;

Considérant que l'objectif fondamental des articles 508/5 et 508/13 du Code judiciaire, y insérés par l'article 4 de la loi du 23 novembre 1998, est de réaliser ce prescrit constitutionnel par l'uniformisation des conditions d'accès des plus démunis à la justice et par l'amélioration de la qualité et de l'organisation de l'aide juridique de première et de deuxième ligne;

Considérant que ces dispositions donnent au Roi le pouvoir de déterminer les personnes pouvant bénéficier de la gratuité de l'aide juridique de première ligne, et de la gratuité partielle ou totale de l'aide juridique de deuxième ligne, ainsi que les pièces justificatives à présenter;

Considérant que l'arrêté royal du 20 décembre 1999 déterminant les conditions de la gratuité du bénéfice de l'aide juridique de première ligne et de la gratuité partielle ou totale du bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire n'a pas été soumis à l'avis du Conseil d'Etat, en raison de l'urgence;

Considérant qu'un recours en annulation a été introduit devant la Section d'administration du Conseil d'Etat;

Considérant que cette situation crée une insécurité juridique extrêmement dommageable pour tous les intervenants;

Considérant qu'il est impératif que l'information et la défense juridiques des personnes économiquement faibles ne subissent aucune perturbation;

Considérant qu'il convient, en outre, de clarifier certaines dispositions et de corriger rapidement des imperfections révélées par la pratique, afin que l'égalité devant la loi des citoyens en état d'indigence soit parfaitement assurée;

Considérant qu'il est indispensable et urgent que le présent arrêté soit pris et publié dans les plus brefs délais, afin qu'il soit pleinement satisfait aux prescrits constitutionnel et légaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 février 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *De la gratuité de l'aide juridique de première ligne*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Au sens de l'article 508/5, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, y inséré par la loi du 23 novembre 1998 relative à l'aide juridique, on entend par personne dont les ressources sont insuffisantes et par pièces justificatives :

1° la personne isolée qui justifie, par tout document à apprécier par l'avocat, que son revenu mensuel net est inférieur à 25 000 BF;

2° la personne isolée avec personne à charge, ou la personne cohabitant avec un conjoint ou avec toute autre personne avec laquelle elle forme un ménage, si elle justifie par tout document à apprécier par l'avocat que le revenu mensuel net du ménage est inférieur au montant du minimum insaisissable visé à l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 3 et § 1^{er} bis, alinéa 3, du Code judiciaire;

3° le bénéficiaire de sommes payées à titre de minimum de moyens d'existence ou à titre d'aide sociale, sur présentation de la décision valide du centre public d'aide sociale concerné;

4° le bénéficiaire de sommes payées à titre de revenu garanti aux personnes âgées, sur présentation de l'attestation annuelle de l'Office national des Pensions;

5° le bénéficiaire d'allocations de remplacement de revenus aux handicapés auquel il n'est pas accordé d'allocation d'intégration, sur présentation de la décision du ministre qui a la sécurité sociale dans ses attributions ou du fonctionnaire délégué par lui;

6° la personne qui a à sa charge un enfant bénéficiant de prestations familiales garanties, sur présentation de l'attestation de l'Office national d'Allocations familiales pour Travailleurs salariés;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de volgende omstandigheden :

Overwegende dat de toegang tot het recht en tot de justitie een fundamenteel en onvoorwaardelijk recht is, dat in iedere democratische samenleving van dwingende aard is;

Overwegende dat in artikel 23 van de Grondwet het recht op juridische bijstand wordt gewaarborgd;

Overwegende dat de fundamentele doelstelling van de artikelen 508/5 en 508/13 van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 23 november 1998 tot doel heeft dit grondwettelijk voorschrift te verwezenlijken door de uniformisering van de voorwaarden van toegang tot de justitie voor de minstbedeelden en door de verbetering van de kwaliteit en van de organisatie van de juridische eerste- en tweedelijnsbijstand;

Overwegende dat deze bepalingen de Koning machtigen om de personen die kunnen genieten van de kosteloosheid van de juridische eerstelijnsbijstand en van de gedeeltelijke of volledige kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand, alsmede de over te leggen bewijsstukken vast te stellen;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 20 december 1999 tot vaststelling van de voorwaarden van de kosteloosheid van de juridische eerstelijnsbijstand en van de gedeeltelijke of volledige kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand niet voor advies werd voorgelegd aan de Raad van State, om reden van dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een beroep tot nietigverklaring werd ingesteld voor de Afdeling administratie van de Raad van State;

Overwegende dat deze situatie een rechtsonzekerheid doet ontstaan die uiterst schadelijk is voor alle betrokkenen;

Overwegende dat het geboden is dat de juridische informatie en verdediging van de economisch zwakke personen niet verstoord wordt;

Overwegende dat het bovendien past een aantal bepalingen te verduidelijken en spoedig onvolmaaktheden weg te werken die uit de praktijk zijn gebleken, teneinde de gelijkheid voor de wet van de burgers die niet over voldoende middelen beschikken, volledig te waarborgen;

Overwegende dat het onontbeerlijk en dringend is dat dit besluit wordt genomen en bekendgemaakt binnen de kortste termijnen zodat volledig wordt voldaan aan het grondwettelijk voorschrift en de wettelijke voorschriften;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 februari 2001, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^e, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Kosteloosheid van de juridische eerstelijnsbijstand*

Artikel 1. § 1. In de zin van artikel 508/5, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 november 1998, wordt verstaan onder een persoon wiens inkomsten onvoldoende zijn en onder bewijsstukken :

1° de alleenstaande persoon die bewijst, door een document te beoordelen door de advocaat, dat zijn maandelijks netto-inkomen lager is dan 25 000 BEF;

2° de alleenstaande persoon met iemand ten laste of de samenwonende met zijn echtgenoot of met iedere andere persoon met wie hij een feitelijk gezin vormt, indien hij bewijst aan de hand van om het even welke document, door de advocaat te beoordelen, dat het gemiddeld maandelijks netto-inkomen van het gezin lager is dan het niet voor beslag vatbare minimumbedrag bepaald in artikel 1409, § 1, derde lid en § 1 bis, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek;

3° degene die bedragen geniet uitgekeerd als bestaansminimum of als maatschappelijke bijstand, op voorlegging van de geldige beslissing van het betrokken openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

4° degene die bedragen geniet uitgekeerd als gewaarborgd inkomen voor bejaarden, op voorlegging van het jaarlijks attest van de Rijksdienst voor Pensioenen;

5° degene die een vervangingsinkomen voor gehandicapten zonder integratievergoeding geniet, op voorlegging van de beslissing van de minister tot wiens bevoegdheid de sociale zekerheid behoort of van de door hem afgevaardigde ambtenaar;

6° de persoon die een kind ten laste heeft dat gewaarborgde kinderbijslag geniet, op voorlegging van het attest van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers;

7° le locataire social qui, dans les Régions flamande et de Bruxelles-Capitale paie un loyer égal à la moitié du loyer de base ou, qui en Région wallonne, paie un loyer minimum, sur présentation de la dernière fiche de calcul du loyer;

8° le mineur, sur présentation de la carte d'identité;

9° l'étranger, pour l'introduction d'une demande de régularisation de séjour ou d'un recours contre un ordre de quitter le territoire, sur présentation des documents probants;

10° le demandeur d'asile ou la personne qui introduit une demande de statut de personne déplacée, sur présentation d'un document probant.

Pour la détermination du revenu visé au 2°, il est tenu compte d'une déduction de 10 % du minimum de moyens d'existence par personne à charge.

Pour la détermination du revenu visé aux 1° et 2°, il est tenu compte des charges résultant d'un endettement exceptionnel ainsi que de tout autre moyen d'existence, à l'exclusion des allocations familiales.

La cohabitation visée au 2° est le fait pour deux ou plusieurs personnes, de vivre ensemble sous le même toit et de régler principalement en commun les questions ménagères.

La personne visée au 2° qui sollicite le bénéfice de l'aide juridique afin de défendre ses intérêts qui l'opposent à son conjoint ou au cohabitant est visée par le 1°.

Le montant visé au 1° est adapté chaque année dans la même proportion que le montant visé à l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 3 et § 1^{er}bis, alinéa 3, du Code judiciaire.

§ 2. La personne en détention, le prévenu visé par la loi sur la comparution immédiate ou la personne malade mentale ayant fait l'objet d'une mesure prévue par la loi du 26 juin 1990 sur la protection de la personne des malades mentaux est présumé, sauf preuve contraire, être une personne ne bénéficiant pas de ressources suffisantes.

CHAPITRE II. — De la gratuité partielle ou totale de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire

Art. 2. § 1^{er}. Bénéficiaire de la gratuité totale, les personnes énumérées ci-après, respectivement sur la base des pièces justificatives suivantes :

1° la personne isolée qui justifie, par tout document à apprécier par le bureau d'aide juridique ou, pour l'assistance judiciaire, selon le cas, par le bureau d'assistance judiciaire ou par le juge, que son revenu mensuel net est inférieur à 25 000 FB;

2° la personne isolée avec personne à charge, ou la personne cohabitant avec un conjoint ou avec tout autre personne avec laquelle elle forme un ménage, si elle justifie par tout document à apprécier par le bureau d'aide juridique ou, pour l'assistance judiciaire, selon le cas, par le bureau d'assistance judiciaire ou par le juge, que le revenu mensuel net du ménage est inférieur au montant du minimum insaisissable visé à l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 3 et § 1^{er}bis, alinéa 3, du Code judiciaire;

3° le bénéficiaire de sommes payées à titre de minimum de moyens d'existence ou à titre d'aide sociale, sur présentation de la décision valide du centre public d'aide sociale concerné;

4° le bénéficiaire de sommes payées à titre de revenu garanti aux personnes âgées, sur présentation de l'attestation annuelle de l'Office national des Pensions;

5° le bénéficiaire d'allocations de remplacement de revenus aux handicapés auquel il n'est pas accordé d'allocation d'intégration, sur présentation de la décision du ministre qui a la sécurité sociale dans ses attributions ou du fonctionnaire délégué par lui;

6° la personne qui a à sa charge un enfant bénéficiant de prestations familiales garanties, sur présentation de l'attestation de l'Office national d'Allocations familiales pour Travailleurs salariés;

7° le locataire social qui, dans les Régions flamande et de Bruxelles-Capitale paie un loyer égal à la moitié du loyer de base ou, qui en Région wallonne, paie un loyer minimum, sur présentation de la dernière fiche de calcul du loyer;

8° le mineur, sur présentation de la carte d'identité;

9° l'étranger, pour l'introduction d'une demande de régularisation de séjour ou d'un recours contre un ordre de quitter le territoire, sur présentation des documents probants;

10° le demandeur d'asile ou la personne qui introduit une demande de statut de personne déplacée, sur présentation d'un document probant.

7° de huurder van een sociale woning die in het Vlaams Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een huur betaalt die overeenkomt met de helft van de basishuurprijs of die in het Waals Gewest een minimumhuur betaalt, op voorlegging van de laatste huurberekeningsfiche;

8° de minderjarige, op voorlegging van zijn identiteitskaart;

9° de vreemdeling, voor wat betreft de indiening van het verzoek tot regularisering van verblijf, of van een beroep tegen een uitwijzing, op voorlegging van bewijsstukken;

10° de asielaanvrager of de persoon die een aanvraag indient van het statuut van ontheemde, op voorlegging van een bewijsstuk.

Voor de vaststelling van de in 2° bedoelde inkomsten, wordt rekening gehouden met een aftrek van 10 % van het bestaansminimum per persoon ten laste.

Voor de vaststelling van de in 1° en 2° bedoelde inkomsten, wordt eveneens rekening gehouden met de lasten die voortvloeien uit een buitengewone schuldenlast alsook met elk ander bestaansmiddel, doch met uitsluiting van de gezinsbijslagen.

Onder de samenwoning bedoeld in het 2° wordt verstaan het feit dat twee of meerdere personen samen onder hetzelfde dak wonen en hoofdzakelijk huishoudelijke aangelegenheden regelen.

De persoon bedoeld in 2° die de juridische bijstand vraagt teneinde zijn belangen te verdedigen valt onder toepassing van 1° voor zover die belangen strijdig zijn met deze van zijn echtgenoot of met deze van de persoon met wie hij samenwoont.

Het in 1° bedoelde bedrag wordt elk jaar proportioneel in dezelfde mate aangepast als het in artikel 1409, § 1, derde lid en § 1bis, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek vermelde bedrag.

§ 2. De gedetineerde, de beklagde bedoeld in de wet betreffende de onmiddellijke verschijning of de geesteszieke die het voorwerp heeft uitgemaakt van een maatregel voorzien in de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke, wordt, behoudens tegenbewijs, beschouwd als een persoon wiens inkomsten onvoldoende zijn.

HOOFDSTUK II. — Gedeeltelijke of volledige kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand

Art. 2. § 1. Genieten de volledige kosteloosheid, de hierna vermelde personen, respectievelijk op voorlegging van de volgende bewijsstukken :

1° de alleenstaande persoon die bewijst, door een document te beoordelen door het bureau voor juridische bijstand of, voor de rechtsbijstand, al naargelang het geval, door het bureau voor rechtsbijstand of door de rechter, dat zijn maandelijks netto-inkomen lager is dan 25 000 BEF;

2° de alleenstaande persoon met iemand ten laste of de samenwonende met zijn echtgenoot of met iedere andere persoon met wie hij een feitelijk gezin vormt, indien hij bewijst aan de hand van om het even welke document, te beoordelen door het bureau voor juridische bijstand of, voor de rechtsbijstand, al naargelang het geval, door het bureau voor rechtsbijstand of door de rechter, dat het gemiddeld maandelijks netto-inkomen van het gezin lager is dan het niet voor beslag vatbare minimumbedrag bepaald in artikel 1409, § 1, derde lid en § 1bis, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek;

3° degene die bedragen geniet uitgekeerd als bestaansminimum of als maatschappelijke bijstand, op voorlegging van de geldige beslissing van het betrokken openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

4° degene die bedragen geniet uitgekeerd als gewaarborgd inkomen voor bejaarden, op voorlegging van het jaarlijks attest van de Rijksdienst voor Pensioenen;

5° degene die een vervangingsinkomen voor gehandicapten zonder integratievergoeding geniet, op voorlegging van de beslissing van de minister tot wiens bevoegdheid de sociale zekerheid behoort of van de door hem afgevaardigde ambtenaar;

6° de persoon die een kind ten laste heeft dat gewaarborgde kinderbijslag geniet, op voorlegging van het attest van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers;

7° de huurder van een sociale woning die in het Vlaams Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een huur betaalt die overeenkomt met de helft van de basishuurprijs of die in het Waals Gewest een minimumhuur betaalt, op voorlegging van de laatste huurberekeningsfiche;

8° de minderjarige, op voorlegging van zijn identiteitskaart;

9° de vreemdeling, voor wat betreft de indiening van het verzoek tot regularisering van verblijf, of van een beroep tegen een uitwijzing, op voorlegging van bewijsstukken;

10° de asielaanvrager of de persoon die een aanvraag indient van het statuut van ontheemde, op voorlegging van een bewijsstuk.

Pour la détermination du revenu visé au 2°, il est tenu compte d'une déduction de 10 % du minimum de moyens d'existence par personne à charge.

Pour la détermination du revenu visé aux 1° et 2°, il est tenu compte des charges résultant d'un endettement exceptionnel ainsi que de tout autre moyen d'existence, à l'exclusion des allocations familiales.

La cohabitation visée au 2° est le fait pour deux ou plusieurs personnes, de vivre ensemble sous le même toit et de régler principalement en commun les questions ménagères.

La personne visée au 2° qui sollicite le bénéfice de l'aide juridique ou de l'assistance judiciaire afin de défendre ses intérêts qui l'opposent à son conjoint ou au cohabitant est visée par le 1°.

Le montant visé au 1° est adapté chaque année dans la même proportion que le montant visé à l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 3 et § 1^{er}bis, alinéa 3, du Code judiciaire.

§ 2. La personne en détention, le prévenu visé par la loi sur la comparution immédiate ou la personne malade mentale ayant fait l'objet d'une mesure prévue par la loi du 26 juin 1990 sur la protection de la personne des malades mentaux est présumé, sauf preuve contraire, être une personne ne bénéficiant pas de ressources suffisantes.

Art. 3. Peut bénéficier de la gratuité partielle :

1° la personne isolée qui justifie, par tout document à apprécier par le bureau d'aide juridique ou, pour l'assistance judiciaire, selon le cas, par le bureau d'assistance judiciaire ou par le juge, que son revenu mensuel net se situe entre le montant visé à l'article 2, § 1^{er}, 1°, et le montant du minimum insaisissable visé à l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 3 et § 1^{er}bis, alinéa 3, du Code judiciaire;

2° la personne isolée avec personne à charge, ou la personne cohabitant avec un conjoint ou avec tout autre personne avec laquelle elle forme un ménage, si elle justifie par tout document à apprécier par le bureau d'aide juridique ou, pour l'assistance judiciaire, selon le cas, par le bureau d'assistance judiciaire ou par le juge, que le revenu mensuel net du ménage se situe entre le montant du minimum insaisissable visé à l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 3 et § 1^{er}bis, alinéa 3, du Code judiciaire et ce même montant augmenté de 18 %.

Pour la détermination du revenu visé au 2°, il est tenu compte d'une déduction de 10 % du minimum de moyens d'existence par personne à charge.

Pour la détermination du revenu visé aux 1° et 2°, il est tenu compte des charges résultant d'un endettement exceptionnel ainsi que de tout autre moyen d'existence, à l'exclusion des allocations familiales.

La cohabitation visée au 2° est le fait pour deux ou plusieurs personnes, de vivre ensemble sous le même toit et de régler principalement en commun les questions ménagères.

La personne visée au 2° qui sollicite le bénéfice de l'aide juridique ou de l'assistance judiciaire afin de défendre ses intérêts qui l'opposent à son conjoint ou au cohabitant est visée par le 1°.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 4. L'arrêté royal du 20 décembre 1999 déterminant les conditions de la gratuité du bénéfice de l'aide juridique de première ligne et de la gratuité partielle ou totale du bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire, est abrogé.

Art. 5. Entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2001 :

1° les articles 6 et 9 de la loi du 23 novembre 1998 relative à l'aide juridique;

2° le présent arrêté.

Art. 6. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice

M. VERWILGHEN

Voor de vaststelling van de in 2° bedoelde inkomsten, wordt rekening gehouden met een aftrek van 10 % van het bestaansminimum per persoon ten laste.

Voor de vaststelling van de in 1° en 2° bedoelde inkomsten, wordt eveneens rekening gehouden met de lasten die voortvloeien uit een buitengewone schuldenlast alsook met elk ander bestaansmiddel, doch met uitsluiting van de gezinsbijslagen.

Onder de samenwoning bedoeld in het 2° wordt verstaan het feit dat twee of meerdere personen samen onder hetzelfde dak wonen en hoofdzakelijk huishoudelijke aangelegenheden regelen.

De persoon bedoeld in 2° die de juridische bijstand of rechtsbijstand vraagt teneinde zijn belangen te verdedigen valt onder toepassing van 1° voor zover die belangen strijdig zijn met deze van zijn echtgenoot of met deze van de persoon met wie hij samenwoont.

Het in 1° bedoelde bedrag wordt elk jaar proportioneel in dezelfde mate aangepast als het in artikel 1409, § 1, derde lid en § 1bis, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek vermelde bedrag.

§ 2. De gedetineerde, de beklaagde bedoeld in de wet betreffende de onmiddellijke verschijning of de geesteszieke die het voorwerp heeft uitgemaakt van een maatregel voorzien in de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke, wordt, behoudens tegenbewijs, beschouwd als een persoon wiens inkomsten onvoldoende zijn.

Art. 3. Kan gedeeltelijke kosteloosheid genieten :

1° de alleenstaande persoon die bewijst, door een document te beoordelen door het bureau voor juridische bijstand of voor de rechtsbijstand, al naargelang het geval, door het bureau voor rechtsbijstand of door de rechter, dat zijn maandelijks netto-inkomen tussen het bedrag bepaald in artikel 2, § 1, 1°, en het niet voor beslag vatbare minimumbedrag bedoeld in artikel 1409, § 1, derde lid en § 1bis, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek ligt;

2° de alleenstaande persoon met iemand ten laste of de samenwonende met zijn echtgenoot of met iedere andere persoon met wie hij een feitelijk gezin vormt, indien hij bewijst aan de hand van om het even welk document te beoordelen door het bureau voor juridische bijstand of, voor de rechtsbijstand, al naargelang het geval, door het bureau voor rechtsbijstand of door de rechter, dat het gemiddeld maandelijks netto-inkomen van het gezin tussen het niet voor beslag vatbare minimumbedrag bepaald in artikel 1409, § 1, derde lid en § 1bis, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek en ditzelfde bedrag vermeerderd met 18 % ligt.

Voor de vaststelling van de inkomsten bedoeld in 2°, wordt rekening gehouden met een aftrek van 10 % van het bestaansminimum per persoon ten laste.

Voor de vaststelling van de in 1° en 2° bedoelde inkomsten, wordt eveneens rekening gehouden met de lasten die voortvloeien uit een buitengewone schuldenlast alsook met elk ander bestaansmiddel, met uitsluiting van de gezinsbijslagen.

Onder de samenwoning bedoeld in het 2° wordt verstaan het feit dat twee of meerdere personen samen onder hetzelfde dak wonen en hoofdzakelijk huishoudelijke aangelegenheden regelen.

De persoon bedoeld in 2° die de juridische bijstand of rechtsbijstand vraagt teneinde zijn belangen te verdedigen valt onder toepassing van 1° voor zover die belangen strijdig zijn met deze van zijn echtgenoot of met deze van de persoon met wie hij samenwoont.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 4. Het koninklijk besluit van 20 december 1999 tot vaststelling van de voorwaarden van de kosteloosheid van de juridische eerstelijnsbijstand en van de gedeeltelijke of volledige kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand, wordt opgeheven.

Art. 5. Treden in werking op 1 september 2001 :

1° de artikelen 6 en 9 van de wet van 23 november 1998 betreffende de juridische bijstand;

2° dit besluit.

Art. 6. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juli 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN